



MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE  
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
140 East 39<sup>th</sup> Street  
New York, NY 10016

-----  
Tel: (212) 687-8115 . Fax: (212) 687-8248

## **INTERVENTION**

de Son Excellence Monsieur Bakary Fofana, Ministre  
d'Etat chargé des Affaires Etrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Francophonie à la 65<sup>eme</sup> Session  
ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

New York, le 29 septembre 2010

SVP vérifiez à l'audition

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,  
Mesdames et Messieurs.**

L'honneur m'échoit de prendre la parole devant cette auguste Assemblée pour vous transmettre les chaleureuses salutations du peuple de Guinée, de son Gouvernement et singulièrement celles du Général d'Armée, Son Excellence Sékouba KONATE, Président de la République par intérim, Président de la Transition.

A cette heureuse occasion, je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de cette 65ème session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je vous souhaite plein succès et vous assure d'ores et déjà du soutien de ma délégation.

Vos qualités personnelles indéniables, doublées d'une compétence avérée inspireront sans doute nos travaux, au moment où notre Organisation est confrontée à de nombreux défis qui interpellent l'ensemble de la communauté internationale.

Il me plaît également d'exprimer notre gratitude à votre prédécesseur Dr. Abdoulsalam TRIKI, pour la maîtrise et le dévouement dont il a fait montre dans l'exercice de son mandat.

Que notre Secrétaire général, Monsieur Ban Ki-Moon trouve enfin ici, l'expression de notre reconnaissance pour ses efforts inlassables en faveur de la promotion des nobles idéaux de l'Organisation des Nations Unies, et plus particulièrement pour son implication personnelle dans le règlement de la crise dans mon pays.

**Mesdames et Messieurs,**

En prenant le pouvoir le 23 décembre 2008, sur fond de crise politique et économique, les nouvelles autorités guinéennes ont dû faire face à de nombreuses difficultés, notamment la mal gouvernance, la déliquescence de l'État, l'insécurité généralisée, le trafic de drogue et de stupéfiants, la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre.

Cette situation préoccupante a conduit à la prise de différentes mesures visant au rétablissement de l'ordre, de la sécurité, à la consolidation de l'unité nationale et à l'instauration d'un régime respectueux des droits de l'homme, des libertés individuelles et publiques.

Dans ce contexte particulier, l'Accord signé à Ouagadougou le 15 janvier 2010, a permis au peuple de Guinée, toutes sensibilités confondues, de s'engager dans la sérénité et le dialogue, à réaliser un projet politique assurant le retour à l'ordre constitutionnel, basé sur l'Etat de droit et la bonne gouvernance.

En dépit des écueils, ce processus de démocratisation a débouché sur la mise en place des organes de la transition, notamment un gouvernement d'Union Nationale, dirigé par un Premier Ministre, Chef de Gouvernement issu des forces vives, un Conseil National de Transition (CNT), une Commission Electorale Nationale Indépendante (C.E.N.I) et un chronogramme fixant des échéances pour l'organisation d'élections libres et transparentes.

Dans un engouement remarquable, au lendemain de l'adoption d'une nouvelle Constitution, les populations se sont rendues massivement aux urnes, le 27 juin 2010, pour l'élection présidentielle la plus libre et démocratique qu'ait connue le pays depuis son accession à l'Indépendance en 1958. Le second tour de cette importante élection est prévu au cours de ce mois d'octobre.

C'est le lieu pour moi, du haut de cette tribune, de lancer un appel pressant à la Communauté africaine et internationale pour qu'elle poursuive son soutien à la Guinée en vue de la consolidation de la paix, de la stabilité, de la sécurité dans la sous-région.

Je voudrais également rendre un vibrant hommage au facilitateur, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Burkina Faso, pour ses efforts inlassables en faveur du processus démocratique en Guinée. J'associe à cet hommage le Groupe International de Contact sur la Guinée, à travers lui, les Etats membres de la CEDEAO, de l'Union africaine, la communauté internationale et tous les pays amis qui nous accompagnent en ce moment critique.

### **Monsieur le Président,**

La paix et la sécurité continuent d'être menacées dans certaines parties du continent africain et du monde.

La Somalie est toujours en proie à une guerre fratricide et douloureuse.

Au Soudan, la paix reste fragile malgré les immenses sacrifices et investissements consentis. Nous exhortons l'Union Africaine et la communauté internationale à poursuivre leurs efforts en vue d'un règlement rapide et durable de ces conflits.

En Cote d'Ivoire, les récents développements politiques permettent qui ont permis à ce pays voisin et ami de s'acheminer vers l'élection présidentielle prévue le 31 octobre prochain. Cette importante avancée, en s'ajoutant aux résultats salutaires du processus de consolidation de la paix en Sierra Léone et au Libéria constituent un réel motif d'encouragement et d'espoir pour les peuples de la Mano River Union.

S'agissant du Sahara Occidental, mon gouvernement appuie les efforts des Nations Unies, et reste fermement attaché à l'initiative marocaine relative à la négociation d'un Statut d'autonomie de la région du Sahara. Il exhorte les parties prenantes à trouver une solution politique durable et mutuellement avantageuse.

La recrudescence des menaces et des violences terroristes en Afrique sont pour la Guinée une source de grave préoccupation. Mon pays est favorable à la mise en place rapide d'un cadre de concertation et d'action pour l'éradication de ce fléau.

Au Moyen Orient, ma délégation se réjouit des pourparlers directs engagés entre les autorités palestiniennes et le gouvernement israélien sous l'égide des Etats-Unis d'Amérique. Elle fonde l'espoir que ces pourparlers aboutiront à la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain, vivant en paix côte à côte avec Israël.

Le gouvernement guinéen estime que la paix dans cette région ne sera obtenue que dans un climat de confiance réciproque et une volonté d'application des Accords et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Dans cette optique, Israël doit nécessairement se retirer des territoires palestiniens occupés et mettre fin à sa politique de colonies de peuplement.

### **Monsieur le Président,**

Il y a tout juste une semaine, dans cette prestigieuse enceinte, la communauté internationale a renouvelé son engagement envers les milliards de personnes qui attendent qu'elle fasse de la promesse d'un monde meilleur inscrite dans la Déclaration du Millénaire, une réalité.

La Guinée se félicite de la tenue de ce Sommet qui a permis à nos Chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi qu'à nos partenaires de réaffirmer leur volonté d'atteindre les OMD dans les délais convenus.

Mon pays demeure convaincu que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement est à portée de mains. En témoignent les progrès remarquables accomplis dans bien de domaines par des pays figurant parmi les plus pauvres de la planète.

A cinq ans à peine de l'échéance 2015, il est indispensable d'accélérer le pas, notamment dans les pays confrontés à des difficultés majeures, en vue de consolider les acquis et avancer encore plus efficacement que nous n'avons su le faire jusqu'ici.

Pour relever les nombreux défis du 21<sup>ème</sup> siècle, les partenaires au développement et la communauté internationale n'ont d'autre choix que de redoubler d'efforts pour agir de concert en vue d'insuffler un élan nouveau à la coopération internationale.

Mon pays invite toutes les parties prenantes à assumer, au triple plan national, régional et global, chacune en ce qui la concerne, sa part de responsabilité dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

### **Monsieur le Président,**

La République de Guinée salue les avancées enregistrées ces dernières années en matière d'aide publique au développement. Elle regrette toute fois que les engagements pris de longue date et plus récemment soient loin d'être honorés ; et les besoins dans ce domaine, loin d'être satisfaits, notamment en Afrique.

A cet égard, il est impératif de réfléchir à toutes les sources régulières et supplémentaires de financements du développement. Les financements innovants apparaissent de plus en plus comme des instruments importants de mobilisation de ressources additionnelles, prévisibles et stables pour compléter l'aide publique au développement.

La Guinée qui attache une grande importance à l'accroissement de l'aide publique au développement, renouvelle sa proposition relative à l'organisation d'une conférence africaine sur les financements innovants et la préparation d'un projet de Déclaration Africaine sur la transparence de la Gouvernance financière et la lutte contre les flux illicites de capitaux.

La Conférence Africaine sur les financements innovants aura pour but de promouvoir des stratégies pour la mobilisation des financements innovants en vue de compléter l'aide traditionnelle et les ressources intérieures nécessaires au financement des OMD.

Le projet de Déclaration Africaine sur la transparence de la Gouvernance financière et la lutte contre les flux illicites aura pour objectif, quant à lui, d'endiguer la fuite des immenses capitaux en provenance d'Afrique en les réorientant en faveur du développement du continent.

Ces propositions ont été favorablement accueillies par diverses instances africaines et par le Groupe Pilote sur les financements innovants. Elles ont bénéficié aussi du soutien du 25<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique et de France, ainsi que de celui de l'Union Africaine lors de son 15<sup>ème</sup> Sommet à Kampala.

Ma Délégation souhaite que ces initiatives figurent parmi les propositions d'actions à retenir en faveur de l'Afrique au cours de cette 65<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

S'agissant du commerce international, nous formulons le vœu d'un aboutissement rapide des négociations du Cycle de Doha sur la base d'un accord à la fois ambitieux et équitable pour toutes les parties prenantes, et plus particulièrement pour les pays les moins avancés.

Nous appelons de nos vœux le respect par les pays développés de leur engagement d'éliminer, d'ici à 2013, toutes les subventions à l'exportation qui entraînent une distorsion importante des échanges et de la production agricole des pays en développement.

Mon pays accueille favorablement les progrès substantiels accomplis dans le domaine de l'allègement de la dette. Il exhorte la communauté internationale à poursuivre ses efforts en vue de la mise en œuvre effective de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés.

### **Monsieur le Président,**

La thématique des changements climatiques occupe, à juste titre, une place de choix dans l'agenda international en raison de ses effets dévastateurs. Cela témoigne de l'émergence d'une conscience collective de la réelle menace que ce phénomène fait peser sur l'humanité.

Face à cette urgence, mon pays lance un appel pressant en faveur d'une action internationale concertée et courageuse en vue d'alléger les souffrances des victimes, notamment les populations vulnérables des pays pauvres.

Le respect des engagements pris envers les pays en développement en matière de ressources financières, de transfert de technologie et de renforcement des capacités, s'avère indispensable pour la mise en œuvre de mesures adéquates d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans ces pays.

A cet égard, ma délégation fonde l'espoir que la conférence sur le climat prévue en fin d'année à Cancun (Mexique) débouchera sur un accord ambitieux qui engagera les États sur des actions concrètes.

Pleinement conscient de l'impérieuse nécessité d'agir, le gouvernement guinéen est, en ce qui le concerne, déterminé à assumer sa part de responsabilité. Ce, d'autant plus que la Guinée occupe une place prépondérante dans la mise en œuvre de toutes les politiques et stratégies de développement durable et de restauration des équilibres écologiques en Afrique de l'Ouest. Source de plus de vingt fleuves qui arrosent la région dont le Niger, le Sénégal, la Gambie, la Makona, la Guinée est le véritable château d'eau de l'Afrique occidentale et le creuset d'une biodiversité dont la richesse est remarquable.

### **Monsieur le Président,**

Le thème central de la présente session intitulé "Réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance mondiale" vient à point nommé. Nous vous en savons gré.

Dans un univers fortement interdépendant et profondément marqué par l'effet conjugué de multiples crises, une nouvelle culture de solidarité internationale s'impose. De même qu'une profonde réforme de notre Organisation pour la rendre plus démocratique, plus représentative et plus transparente.

Soixante cinq ans après sa création, l'ONU est en effet, à réformer afin quelle soit plus efficace et plus apte à répondre aux aspirations de nos peuples. Faisons-en un instrument efficace au service de la paix, de la sécurité, du développement et des droits de l'homme.

C'est seulement à ce prix que les générations actuelles et futures de tous les pays, de toutes les régions du monde verront se réaliser leur espérance de vivre dans un monde libre, prospère, à l'abri de la peur, de la misère et du besoin.

**Je vous remercie.**